2017/ 668 Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico sanitaire. <u>Deuxième lecture</u>

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
24 -07- 2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur la proposition de la Ministre, Membre du Collège chargée de la Santé,

Après délibération,

64046/4 /VR(3-4)

ARRETE :

La Ministre, membre du Collège chargée de la Santé , est chargée de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er.
Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Article 2.
Assentiment est donné à l'accord de coopération du ..... 2017 entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico sanitaire.

Bruxelles, le 29 juin 2017

Par le Collège,

Fadila LAANAN
Présidente du Collège

Cécile JODOGNE
La Ministre,
Membre du Collège,
chargée de la Santé

2017/ 668 Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico sanitaire. Deuxième lecture

EXPOSE DES MOTIFS

Le transport non urgent, appelé également transport médico-sanitaire, fait partie des matières personnalisables et relève donc de la compétence des communautés.

Sur le territoire de Bruxelles-Capitale, la compétence est conjointement exercée par la Commission communautaire commune, la Communauté flamande et la Commission communautaire française. La Commission communautaire commune et la Commission communautaire française adoptent des législations similaires en matière de transport médico-sanitaire.

Ainsi, tant le projet de décret de la Cocof que le projet d'ordonnance de la Cocom prévoient en leurs articles 10 respectifs la création d'une commission permanente de concertation dont les missions sont, notamment :

1° d'assurer une concertation entre les représentants des secteurs concernés par le transport médico-sanitaire ;
2° d'émettre des avis et des recommandations sur les normes d'agrément, la formation du personnel présent à bord des ambulances et des véhicules sanitaires légers ;
3° d'émettre des recommandations quant aux rapports, notamment financiers, entre les patients et les services de transport médico-sanitaire, en vue d'assurer la qualité, l'accessibilité et la viabilité financière des services de transport médico-sanitaire ;
4° de faire toute proposition utile au Collège réuni, concernant la qualité, l'accessibilité, la viabilité et l'efficience du transport médico-sanitaire en général ;
5° d'émettre des avis et des recommandations relatifs au contrôle technique des services de transport médico-sanitaire agréés par des organismes agréés.

Dans un souci de bonne gouvernance et de simplification administrative et institutionnelle, il nous semble opportun de mettre sur pied une commission **unique** pour les deux Commissions communautaires qui exercent leur compétence sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette mise en commun permettra, en outre, à chacune des deux Commissions communautaires de recueillir les mêmes avis et recommandations nécessaires à la gestion uniforme du secteur en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, ou à la détermination de certaines normes prévues par les décret et ordonnance, voire au contenu des formations obligatoires pour le personnel.

Tant le Collège de la Commission communautaire française que le Collège réuni de la Commission communautaire commune adopteront les arrêtés d'application nécessaires à l'exécution du décret et de l'ordonnance en matière de transport médico-sanitaire. Ces arrêtés seront également similaires et seront présentés selon le même calendrier dans les exécutifs respectifs.

Cet accord de coopération entrera en vigueur à la date de prise d'effet du décret et de l'ordonnance communautaires constituant le cadre légale pour le transport médico-sanitaire.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er
Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 2
Cet article permet de finaliser le parcours législatif de l'accord de coopération pour lui donner force de loi.

Accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico sanitaire,	**Samenwerkingsakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en de werking van de Permanente Overlegcommissie inzake niet-dringend ziekenvervoer,**
Vu les articles 1, 39, 128, 134, 135 et 138 de la Constitution;	Gelet op de artikelen 1, 39, 128, 134, 135 en 138 van de Grondwet;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1er, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;	Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;
Vu le décret du 22 février 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire,	Gelet op het decreet van 22 februari van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie van het niet-dringend ziekenvervoer,
Vu l'ordonnance du 21 mars 2018 du Collège réuni de la Commission communautaire commune relative à l'organisation du transport médico-sanitaire,	Gelet op de ordonnantie van 21 maart 2018 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie van het niet-dringend ziekenvervoer,
Considérant qu'une politique de transport médico-sanitaire organisée de manière efficace et fonctionnelle est de nature à assurer le respect du bien-être des patients ainsi que leur intégrité physique et morale ;	Overwegende dat een doeltreffend en functioneel georganiseerd niet-dringend ziekenvervoersbeleid van dien aard is dat het de inachtneming van het welzijn van de patiënten, alsook van hun fysieke en morele integriteit, waarborgt.
Considérant l'impérieuse nécessité de coordonner la politique menée sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, notamment entre la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune ;	Gelet op de dwingende noodzaak om het in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevoerde beleid te coördineren, met name tussen de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Considérant le besoin impératif d'une concertation efficace entre les représentants des secteurs concernés par le transport médico-sanitaire ;	Gelet op de dwingende nood aan doeltreffend overleg tussen de vertegenwoordigers van de sector betrokken bij het niet-dringend ziekenvervoer;
Considérant l'utilité de disposer, pour le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, d'avis et de recommandations harmonisés relatif au secteur du transport médico sanitaire ;	Gelet op het nut om, voor het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, te beschikken over geharmoniseerde adviezen en aanbevelingen betreffende de sector van het niet-dringend ziekenvervoer;
La Commission communautaire commune, représentée par les membres du Collège réuni compétents pour la Politique de Santé, Messieurs Didier Gosuin et Guy Vanhengel,	De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, de heer Didier Gosuin en de heer Guy Vanhengel,
La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Madame Cécile Jodogne, Ministre de la Santé,	De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van mevrouw Cécile Jodogne, minister van Gezondheidsbeleid,
Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu de ce qui suit :	Hierna de partijen bij de overeenkomst genoemd, zijn overeengekomen wat volgt:
Article 1er	Artikel 1
Le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française marquent leur accord sur la création d'une commission permanente de concertation, telle que visée à l'article 10 du décret susmentionné et à l'article 10 de l'ordonnance susmentionnée, unique pour les deux commissions communautaires.	Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie hechten hun goedkeuring aan de oprichting van een permanente overlegcommissie, zoals bedoeld in artikel 10 van het voornoemde decreet en artikel 10 van de voornoemde ordonnantie, enig voor de beide gemeenschapscommissies.
Article 2	Artikel 2

La composition et les règles de fonctionnement de la commission permanente de concertation, tels que prévus à l'article 11 du décret susmentionné et à l'article 11 de l'ordonnance susmentionnée, seront déterminées en concertation entre le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française.	De samenstelling en de werkingsregels van de permanente overlegcommissie, zoals bepaald in artikel 11 van het voornoemde decreet en artikel 11 van de voornoemde ordonnantie, zullen bepaald worden in samenspraak tussen het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.
Article 3	Artikel 3
Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret et de l'ordonnance susmentionnés.	Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van het voornoemde decreet en de voornoemde ordonnantie.
Bruxelles, le	Brussel,
Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune, Les Membres du Collège réuni compétents pour la politique de Santé,	**Voor het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,** De Leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid
Didier GOSUIN	**Guy VANHENGEL**
Pour le Collège de la Commission communautaire française, La Ministre de la Santé, **Cécile JODOGNE**	**Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie,** De Minister van Gezondheidsbeleid **Cécile JODOGNE**